

Jean-Michel De Waele (ULB)

«Les Etats sont en train de lâcher l'Europe»

LES PHRASES CLÉS

«Le lien entre l'Union européenne et les États membres s'est tellement distendu que ça ne fonctionne pas.»

«Si l'Europe n'a pas à être solidaire vis-à-vis des plus faibles, alors il n'y a plus rien de politique dans cette Europe.»

«Nous avons perdu l'ambition de construire un monde meilleur.»

INTERVIEW FRÉDÉRIC ROHART

Si vous voulez plomber l'ambiance du forum économique mondial de Davos (WEF), envoyez-y quelques hauts responsables européens pour parler de l'avenir du continent: succès garanti. Dans la station de sports d'hiver suisse, hier, le Premier ministre français Manuel Valls a prévenu que «l'Europe peut se disloquer, le projet européen peut mourir» et que cela peut avoir lieu «très vite». Son collègue néerlandais Mark Rutte, qui préside le Conseil de l'UE, a estimé qu'il ne reste que «six à huit semaines» pour empêcher l'effondrement de Schengen. La veille, le grand argentier allemand Wolfgang Schäuble jouait lors d'une réunion de parti que la fin de cet espace de libre-circulation des personnes menacerait l'existence même de l'euro. Par quel bout l'Europe doit-elle prendre la polycrise – migratoire, sécuritaire, socio-économique, idéologique – à laquelle elle est confrontée? Pour le politologue Jean-Michel De Waele, professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et spécialiste de l'Union européenne, cette «crise d'ADN» doit être affrontée en lançant un nouveau projet politique européen fondé sur la solidarité.

L'Europe est paralysée face à la crise des migrants, or de plus en plus de voix s'élè-

vent pour dire: sans solution, l'Europe peut se disloquer en quelques mois...

Je pense que l'incapacité de l'Europe à apporter des solutions à la crise migratoire est symptomatique...

Je vous coupe: la Commission a proposé des solutions: un mécanisme de répartition des réfugiés notamment...

Oui, ce qu'il y a c'est que le lien entre l'Union européenne et les États membres s'est tellement distendu que ça ne fonctionne pas. Pour moi c'est révélateur. La crise de l'euro avait déjà solidement entamé la confiance des citoyens dans la capacité de l'Union européenne d'apporter des solutions. Or ces crises ne sont pas nationales: elles sont supranationales, et devraient donc être résolues au niveau supranational. Je pense que les États sont en train de lâcher l'Union eu-

ropéenne. La politique menée au niveau européen, ce dogme néolibéral, rend les États de moins en moins capables d'agir, ils ont de moins en moins de moyens...

Ce que vous appelez le dogme néolibéral est le résultat d'un équilibre des forces politiques au niveau européen...

Tout à fait. Mais la Commission européenne est marquée par ce dogme qui veut que l'austérité soit la seule solution. Faut-il rappeler que les États-Unis sont sortis de la crise en ne faisant pas de l'austérité? Aujourd'hui, dans la guerre des idées, la Commission donne le ton. Or nous n'avons pas aujourd'hui un projet européen mobilisateur. Quand on a créé l'euro, le marché unique, [le président de la Commission Jacques] Delors a joué un rôle fondamental parce qu'il est venu avec des idées sur lesquelles on pouvait se rapprocher. En l'occurrence, je pense que l'Europe ne peut pas se faire sans un pilier social fondamental. La crise que nous vivons cette fois-ci est une crise d'ADN, parce que la construction européenne s'est identifiée à l'État providence, à la solidarité, au partage.

Vous êtes spécialiste de l'Europe centrale: c'est dans ces pays qu'est la rupture?

Oui, en Europe centrale beaucoup d'États sont passés à la *flat tax* (impôt à taux unique), et la redistribution chez eux est faible. Quand on défend une meilleure redistribution en soulignant que nous sommes solidaires avec eux, ils répondent que les fonds structurels sont de simples investissements. Pourtant, on parle des valeurs fondamentales d'une société.

Vous êtes un homme de gauche: l'Europe sociale comme solution, ce n'est pas un peu convenu?

Je suis de gauche et je ne m'en cache pas, mais ce n'est pas la question: je pense que quelqu'un comme Louis Michel (MR) est d'accord avec moi sur le fait que l'Europe va de pair avec la solidarité. Si l'Europe n'a pas à être solidaire vis-à-vis des plus faibles, alors elle n'est qu'un grand marché et elle n'a plus rien de politique. En Europe centrale, aujourd'hui, la vision de l'Europe est un grand marché, point.

C'est un malentendu de l'élargissement?

Il est clair qu'on a mis beaucoup de choses sous le tapis dans l'élargissement. Ces questions-là mais pas seulement. On a considéré que les personnes qui luttaient contre le communisme étaient des démocrates. Non!

Les gouvernements de Pologne, de Hongrie, ne sont pas pleinement démocrates?

En Pologne, je pense que Jaroslaw Kaczynski (président du parti PiS, au pouvoir) considère que la nation est supérieure à la démocratie et que s'il faut sauver quelque chose, c'est d'abord la nation avant l'État de droit. En Pologne et en Hongrie, comme en Turquie et en Russie, on va vers des régimes hybrides: où il y a des élections mais où tout est mis en place pour que le pouvoir se maintienne en place. En Hongrie, c'est très clair, en Pologne, ça l'est moins. Et ce ne sont pas les seuls malentendus que l'on a avec eux.

Comment s'étonner que des pays qui n'ont pas réussi à mener une politique active d'intégration des Roms ne soient pas généreux vis-à-vis de réfugiés syriens ou irakiens? Enfin, tout le monde – moi y compris – a considéré que les élargissements à l'Espagne, la Grèce, le Portugal étaient des modèles remarquables à calquer sur les pays d'Europe centrale. C'était une erreur.

L'élargissement a été trop vite, trop loin?

On a perdu de vue l'objectif politique. Ce qu'il faut, c'est savoir que ce nous voulons faire ensemble. Je pense que le modèle européen né avec De Gasperi, Schuman, Spaak (les «pères fondateurs», NDIR) avait comme fonction de réconcilier les peuples européens de l'Ouest et d'augmenter le niveau de vie pour faire diminuer la crainte du communisme – ce modèle a remarquablement fonctionné. Il a remporté une telle victoire qu'aujourd'hui, sa force propulsive est terminée: il faut faire naître autre chose.

Créer un nouvel objet politique?

Oui. Il faut un vrai projet mobilisateur autour d'une société de la connaissance, d'une société verte, de pratiques démocratiques renouvelées, qui soit un modèle pour l'extérieur. Pour l'Europe centrale, il y avait presque une fonction messianique à l'Union européenne. Nous avons perdu l'ambition de construire un monde meilleur. Il y a tellement peu de propositions positives et optimistes qui sont faites! Il faut donner aux sociétés, aux peuples, un avenir. Quel est le programme de l'Europe? Pour le moment, ce qu'elle fait c'est essayer de baliser le grand marché. Mais il n'y a plus de programme politique. Avec ceux qui veulent créer quelque chose, il faut relancer un projet mobilisateur ambitieux, avec une dose d'utopie.

Sur base d'une promesse d'État providence, donc...

Pour moi le moteur des valeurs européennes c'est la solidarité, oui.

Quel noyau de pays voyez-vous avancer vers un nouveau projet rassembleur? Au sein des fondateurs, les Pays-Bas préparent un référendum à haut risque pour l'UE, la France est en retrait dans la solidarité migratoire... Alors qui?

Peut-être personne. C'est peut-être ce qui est le plus désespérant... Mais la vérité d'aujourd'hui, dans un an, peut avoir évolué très profondément au gré des élections.

En attendant, on négocie la place du Royaume-Uni. Est-il possible que l'Union n'y perde pas son âme et en même temps que M. Cameron n'y perde pas la face?

Non, en politique il y a toujours un gagnant et un perdant. Soit on va décider de sauver Cameron en lui cédant encore des exceptions, des symboles, soit on risque de perdre la Grande-Bretagne. Mon avis, c'est que les Anglais ne se sont jamais sentis à l'aise dans cette Union: s'ils veulent sortir, qu'ils sortent. Est-ce qu'on doit fonctionner avec ce chantage permanent? Après les Polonais, les Français, les Allemands vont demander des adaptations. Et les petits pays n'auront rien.